

# LA POLOGNE À L'HEURE DU NÉOLIBÉRALISME : ENTRE RÉSIGNATION ET RÉSISTANCE

sous la direction de MAŁGORZATA BORKOWSKA ET STANISŁAW FISZER



PUN – ÉDITIONS UNIVERSITAIRES DE LORRAINE

# Table des matières

Remerciements.....	7
--------------------	---

## **STANISLAW FISZER**

Introduction	
Quel modèle économique pour la Pologne après 1989 ?.....	9

## **La mutation néolibérale de la Pologne après 1989**

### **JEAN-YVES POTEL**

Retour sur un choc thérapeutique.....	23
---------------------------------------	----

### **ANNA C. ZIELIŃSKA**

Entre deux utopies : le marxisme et le libéralisme en Pologne.....	33
---	----

### **RAFAL WOŚ**

La Pologne vingt ans en avance sur l'Occident.....	53
--	----

## **La culture polonaise à l'épreuve du néolibéralisme**

### **AGNIESZKA WOCH**

Les mécanismes persuasifs dans le discours des médias néolibéraux.....	69
---	----

### **MAREK ROGALSKI**

Après la tempête – une évolution culturelle du pays qui a flirté avec le libéralisme.....	87
--	----

### **MAŁGORZATA BORKOWSKA**

Littérature et art polonais face à la pensée et à la réalité néolibérale.....	103
--	-----

## Entre deux utopies : le marxisme et le libéralisme en Pologne

Anna C. ZIELIŃSKA

*Université de Lorraine*

L'histoire de la transformation politique et économique de la Pologne est hantée par un phénomène difficilement compréhensible pour les observateurs extérieurs. Comment se fait-il que, dans un pays où la révolution a eu lieu grâce aux actions du syndicat le plus impressionnant de la fin du xx<sup>e</sup> siècle, Solidarność, et grâce aux efforts d'hommes et de femmes de gauche ou du centre (Adam Michnik, Jacek Kuroń, Bronislaw Geremek), l'économie ait pris un tournant ultra libéral immédiatement après la prise de pouvoir par l'opposition ? À cette incompréhension s'en ajoute une autre : comment se fait-il que le pays qui, dans la seconde moitié du xx<sup>e</sup> siècle, est devenu le symbole de la lutte pour la liberté, prend volontairement depuis 2015 un tournant « illibéral », pour reprendre l'expression de Fareed Zakaria<sup>1</sup> ?

---

1. Fareed Zakaria, *L'avenir de la liberté : la démocratie illibérale aux États-Unis et*

Il semble que la réponse à la première des deux questions est la suivante : les principaux acteurs du renversement du régime en 1989 du côté de l'intelligentsia ont abandonné la plupart des revendications politiques et économiques de la gauche après les événements de 1968. Un seul postulat a été préservé, celui de la liberté, partagé avec l'Église, devenue leur alliée pendant un peu plus d'une décennie. C'est cet abandon qui a permis l'introduction d'une nouvelle économie néolibérale par des experts américains, devenue rapidement incontrôlable. La réponse à la seconde question découle de la première : une fois de plus, les Polonais ont eu le sentiment de ne pas être maîtres de ce qui arrive à leur pays, et leurs choix politiques récents constituent une tentative aussi désespérée que maladroite et manipulée de se réapproprier ce qu'ils croient être leur propre destin. La suite de ce texte constituera un développement et une illustration de ces thèses.

## **La gauche contre le régime soviétique**

### Le rêve planifié

L'économie polonaise dans les années 1945-1989 avait plusieurs caractéristiques de l'économie planifiée. Non seulement ce fut l'exigence de la zone soviétique, mais une réponse aux nécessités de la reconstruction du pays après la Seconde Guerre mondiale. La Pologne ayant rejeté le plan Marshall s'est appuyée sur le Plan de Reconstruction Économique [Plan Odbudowy Gospodarczej, triennal] préparé dans les années 1947-1949 par le Bureau Central de Planification dirigé par Czesław Bobrowski. Étant donné le contexte, le Plan a été un succès, sans doute bien plus grand que ceux qui l'ont suivi. Parmi ses conséquences les plus marquantes se trouve la migration massive des paysans vers les villes, qui sont devenues des sources croissantes de l'emploi.

Les plans subséquents ont été bien moins efficaces. Le totalitarisme du stalinisme tardif a fait plusieurs victimes, au sens propre comme au

figuré. La prétendue renaissance après 1956 a certes apporté quelques éléments de liberté, mais a aussi réintroduit une forme de nationalisme, qui est devenu avec le temps de plus en plus violent. Le régime tel quel a commencé à être considéré comme corrompu, bien que réformable.

## Le marxisme contre le Parti ouvrier

L'opposition la plus efficace, constructive et informée contre le régime imposé par l'Union soviétique en Pologne fut le fait, pendant des années, de la gauche dite « révisionniste » : des ex-staliniens révoltés contre l'orthodoxie du parti, pour reprendre l'expression d'Adam Michnik, historien et journaliste et l'une des figures clés de l'opposition<sup>2</sup>. Ce sont eux qui, dans les années 1960, ont exprimé de nombreuses critiques du parti et de ses choix politiques. Cette époque fut marquée par l'opposition de cette gauche non orthodoxe, espérant la liberté, composé notamment de Leszek Kołakowski, Bronisław Baczko, Krzysztof Pomian, Karol Modzelewski et Jacek Kuroń.

Pour ses adversaires étatiques, cette gauche était également associée au trotskysme, Jacek Kuroń et Karol Modzelewski en particulier. Ludwik Hass, personnage intéressant par ailleurs car ancien trotskyste lui-même et persécuté à ce titre, a formulé le chef d'accusation : les trotskystes occidentaux auraient commandité les écrits des deux auteurs, notamment la « Lettre ouverte au Parti ouvrier polonais » de 1965, dont la traduction française a été publiée grâce aux efforts des Éditions de la IV<sup>e</sup> Internationale. L'accusation était évidemment infondée ; Kuroń et Modzelewski ont travaillé sur leur lettre de façon indépendante, même s'ils avaient été contactés par des trotskystes à plusieurs étapes de leur travail – d'abord par le Polonais Kazimierz Badowski, ensuite le Belge Georges Dobbeleer. Cela leur a permis d'avoir des échanges avec la IV<sup>e</sup> Internationale, et ensuite de profiter d'une imprimerie fournie aux trotskystes polonais par les Belges.

---

2. Adam Michnik, *L'Église et la Gauche : Le dialogue polonais*, trad. de Agnès Slinimski et Constantin Jeleński, Paris, Seuil, 1979.

Malgré cette indépendance, les accusations formulées contre le Parti ressemblaient à celles que Trotski adressait à la Russie soviétique : la bureaucratie toute puissante était devenue une classe à part entière, en détruisant la possibilité de la société sans classes. En utilisant la terminologie marxiste, les deux Polonais confirmaient leur foi en la possibilité de réformer le système et d'instaurer le vrai marxisme, celui qui allie le souci des autres avec la liberté individuelle. C'est bien cela qui constitue le point de départ nécessaire pour comprendre la suite des événements. L'opposition polonaise représentait, dès 1956<sup>3</sup>, la vraie gauche, avec un programme socialiste au niveau moral, politique et économique. Et ce projet s'est dissipé en 1968. Le Mars 1968 en Pologne signifiait tout autre chose que le Mai 1968 en France, même si les protagonistes se connaissaient et les échanges existaient entre l'Est et l'Ouest<sup>4</sup>.

## Le choc de Mars 1968

Le 8 mars 1968, les étudiants varsoviens participèrent à une protestation de masse contre l'exclusion de l'université de deux des leurs, Henryk Szlajfer et Adam Michnik, survenue quatre jours plus tôt. Ces derniers étaient accusés d'avoir transmis à la presse française des informations sur les protestations autour de l'annulation d'une représentation des *Aïeux* de Mickiewicz, mis en scène par Kazimierz Dejmek. Ces événements – les arrestations, les protestations, les échecs successifs de l'État dirigé alors par Władysław Gomułka – sont désormais bien connus, et il suffit ici d'en tirer des conclusions. Les manifestations, tout comme la façon dont elles ont été étouffées par le Parti, mettaient définitivement en évidence le caractère totalitaire et cynique de ce dernier. Le Parti est allé jusqu'à utiliser la rhétorique antisémite (ou pré-

---

3. L'année 1956 correspond à la publication d'un manifeste du philosophe Leszek Kołakowski « Qu'est-ce que le socialisme ? » : « [...] le socialisme n'est pas : Une société dans laquelle quelqu'un est malheureux, parce qu'il dit ce qu'il pense et quelqu'un d'autre heureux parce qu'il ne dit pas ce qu'il pense. / Une société où quelqu'un est mieux parce qu'il ne pense pas du tout. / Une société dans laquelle quelqu'un est malheureux parce qu'il est Juif, et où un autre est mieux parce qu'il n'est pas Juif ».

4. Martha Kirszenbaum, « 1968 entre Varsovie et Paris : un cas de transfert culturel de contestation », *Histoire@Politique*, 2008, n° 6.

tendument « antisioniste ») pour discréditer ses ennemis, en éveillant le monstre et en donnant ainsi raison à la phrase célèbre de Bertolt Brecht – « le ventre est encore fécond d'où a surgi la bête immonde »<sup>5</sup>. Plus de 15 000 Polonais juifs ont dû alors quitter le pays.

C'était la fin d'un rêve et d'une confiance en la possibilité d'une réforme. Le projet socialiste semble avoir été désormais abandonné, et même si la sensibilité des intellectuels résistants est restée de gauche, leur quête était surtout celle de la liberté. Le Comité de défense des ouvriers (KOR), formé notamment par Antoni Macierewicz et Jacek Kuroń, a apporté son soutien aux ouvriers en grève en passant par des réseaux catholiques. L'opposition dite autrefois « révisionniste » a modifié fondamentalement son positionnement relativement à la religion.

### Les relations avec l'Église

De façon non surprenante, la gauche « révisionniste » (ce terme étant utilisé comme une insulte par le pouvoir de l'époque) s'opposait initialement non seulement au Parti ouvrier, mais aussi à l'Église catholique et, de ce fait, est restée plutôt insensible aux procès injustes que le Parti faisait aux autorités religieuses. Cela a changé après 1968, et de façon encore plus marquante au milieu des années 1970, autour de la création du KOR. Michnik écrivait alors :

Nous accusions l'Église d'être réactionnaire et de tous les péchés capitaux, sans tenir compte de ce que l'Église, dans cette atmosphère d'oppression totalitaire, défendait la liberté, la vérité et la dignité humaines<sup>6</sup>.

Il appelait à un dialogue entre la gauche et l'Église, en vertu de valeurs humaines partagées, et tout particulièrement celles relatives à la liberté de l'individu. D'autant plus que cette Église ne présentait plus les défauts majeurs qui la caractérisaient dans les années 1920-1930,

---

5. « Der Schoß ist fruchtbar noch, aus dem das kroch » – *La Résistible Ascension d'Arturo Ui* de Bertolt Brecht (1941).

6. A. Michnik, *L'Église et la Gauche*, op. cit., p. 28.

quand elle était du côté du pouvoir : le nationalisme, les tendances fascistes, le fanatisme. À force d'être persécutée, elle est devenue réellement vertueuse, à l'instar d'une grande partie de l'Église française à l'occasion de la Résistance. Le dialogue a été entamé avec plusieurs prêtres à l'invitation de Michnik.

Les choses ont toutefois changé après 1989. Dix ans après la transformation qui a permis à l'Église de regagner la position hégémonique dont elle jouissait entre les deux guerres, les conversations sont devenues de moins en moins nombreuses. Michnik a alors constaté l'échec de son projet de dialogue, dans un texte écrit à l'occasion de la visite du Pape en Pologne en 1997 :

Pendant des années, j'ai pensé que Jean-Paul II était le créateur d'une nouvelle synthèse polonaise : Pologne fidèle avec la Pologne rebelle ; Pologne où il n'y a ni vainqueurs ni vaincus. La Pologne commune – la patrie de tous les citoyens de la République. Aujourd'hui, je me trouve impuissant en faisant le bilan de ma foi, de mon amour et de mon espoir. Je ne sais pas. Je ne sais vraiment pas<sup>7</sup>.

## **Les années 1980**

À l'occasion de la loi martiale, donc dès la fin de 1981, la langue utilisée par l'opposition a changé. « La loi martiale a fait que nous avons aussi accepté la rhétorique de la guerre »<sup>8</sup>, note Karol Modzelewski. La lutte n'était plus celle pour un projet commun, mais contre l'ennemi imposé par le régime soviétique. Dans le même esprit, le mot « socialisme » a cessé d'être employé à cette époque. L'élite intellectuelle naissante regardait bien plus vers Milton Friedman, Margaret Thatcher et Ronald Reagan que vers J. M. Keynes. C'est dans cet esprit que les

---

7. Adam Michnik, « Dlaczego potrzebujemy Kościoła? Przed wizytą Papieża » [Pourquoi avons-nous besoin de l'Église ? Avant la visite du Pape], *Gazeta Wyborcza*, 1997.

8. Karol Modzelewski, *Nous avons fait galoper l'histoire. Confessions d'un cavalier usé*, trad. de Elżbieta Salamaka, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2018.



négociations autour du changement de régime ont commencé vers la fin des années 1980.

### La transformation économique en 1989 - des sacrifices sans précédent

Dans un article publié par le correspondant de *Financial Times* à Varsovie en juin 1989, en première page, et intitulé « Le plan pour la Pologne appelle à un retour vers le capitalisme et la monnaie libre », on se rend compte de la manière dont un journal, pourtant très libéral du point de vue économique, voit les changements en Pologne comme radicaux :

Conseillé par M. George Soros, financier et gestionnaire des fonds new-yorkais né en Hongrie, le plan est présenté comme le résultat d'un compromis (*bargain*) entre trois parties : les créditeurs occidentaux, le gouvernement polonais et le peuple polonais – et il demande des sacrifices aux trois parties.

L'article note par ailleurs que Bronisław Geremek a rencontré Margaret Thatcher, et a ensuite prévenu les membres de l'Institut Royal des Affaires Internationales britannique de ne pas imposer aux Polonais de « sacrifices excessifs ». On cite également des personnalités britanniques (*UK officials*) qui auraient dit que « le plan est de loin trop interventionniste pour que gouvernement polonais puisse l'accepter, et bien trop difficile à mettre en œuvre pour que les institutions internationales puissent y associer leurs noms ».

Selon le plan, les créditeurs internationaux étaient censés donner aux Polonais environ 6 milliards de dollars (sous différentes formes), contre l'obligation du gouvernement de Varsovie de confier toutes les entreprises étatiques à une agence de liquidation, qui devraient ensuite leur trouver des repreneurs privés. L'article se termine par l'observation que « les sacrifices les plus dramatiques et politiquement explosifs sont toutefois demandés au peuple polonais », étant donné une inflation sans précédent et des fluctuations des prix incontrôlés pendant une certaine période.

Comment un plan aussi controversé a-t-il pu être retenu ? L'économiste harvardien Jeffrey Sachs qui, présenté aux membres de Solidarność par Soros, allait assurer la mise en œuvre de l'économie néolibérale en Pologne, décrit sa rencontre avec les Polonais dans son ouvrage *La fin de la pauvreté* :

Nous avons apporté le document à Jacek Kuroń le lendemain matin. « Bien, ça, c'est bon » a dit Kuroń. « Allez voir Michnik ». Adam Michnik, l'éditeur de *Gazeta* [*Gazeta Wyborcza*, le journal principal de l'opposition à l'époque], était le troisième membre du triumvirat intellectuel de Solidarność. Courageux et visionnaire, Michnik était plus lucide que tous ceux que j'avais rencontrés à l'occasion des bouleversements démocratiques de l'Europe de l'Est et de l'ancienne Union soviétique.

Je lui ai présenté le plan. Nous avons parlé un peu. Il n'arrêtait pas de dire : « Je ne suis pas un économiste. Je ne comprends pas ces choses ». À la fin de notre conversation, il m'a demandé : « Est-ce que ça va marcher ? C'est ce que je veux savoir. Est-ce que ça va fonctionner ? » J'ai dit : « Oui, cela va marcher ». Il a dit : « Êtes-vous vraiment sûr que ça va marcher ? » J'ai dit : « Tout va bien. Le plan fonctionnera ». Michnik a dit : « D'accord, alors vous avez apporté la dernière pièce de mon puzzle. Je savais quoi faire politiquement. Maintenant, vous me dites qu'il y a aussi une stratégie économique. Dans ce cas, nous allons participer à la formation du gouvernement »<sup>9</sup>.

Après cette rencontre, Jeffrey Sachs s'est entretenu avec Lech Wałęsa. La conversation a rapidement dévié de l'économie et des aspects concrets du plan vers des questions qui intéressaient les Polonais de façon plus immédiate. Le futur président polonais n'avait pas non plus de connaissances économiques suffisantes pour mener une négociation informée sur les conséquences possibles (et prévisibles, *cf.* les remarques de Milton Friedman *infra*) d'un plan de transformation fondé sur la thérapie de choc. Sachs décrit leur conversation ainsi :

---

9. Jeffrey D. Sachs, *The End of Poverty: Economic Possibilities for Our Time*, New York, NY, Penguin Books, 2005, p. 117.

J'ai dit : « Monsieur Walesa, nous sommes ici pour vous parler du glissement de la Pologne vers l'hyperinflation, nous avons un plan de stabilisation économique et des réformes que nous aimerions présenter ». Il m'a immédiatement interrompu. « Je ne suis pas venu ici pour une discussion abstraite, je veux savoir comment introduire des banques à Gdańsk ».

J'étais perplexe, mais j'ai repris fermement. « M. Walesa, l'hyperinflation n'est pas un problème abstrait, la crise économique actuelle pourrait vraiment détruire la société polonaise ». [...] Il a écouté, a posé une question ou deux, puis il a dit : « Je veux savoir comment les banques étrangères peuvent venir ici, nous avons de bons bâtiments, nous avons besoin de banques, je veux que vous m'aidiez à amener une banque à Gdańsk »<sup>10</sup>.

Il est difficile de croire les passages du livre de Sachs, ils semblent pourtant vrais. La transformation radicale de l'économie du plus grand ex-pays soviétique de la région s'est faite suite à une série de conversations dont la superficialité est flagrante et qui témoignent de l'incompétence étonnante des principaux intéressés. Mais la décision était prise.

### Un seul mot d'ordre : la liberté

Parmi les candidats potentiels au fauteuil de ministre des Finances se trouvait Leszek Balcerowicz, jeune professeur à la Haute école de commerce de Varsovie (SGH), dont les sympathies pour le néolibéralisme étaient connues. Il a présenté une version du plan de Sachs sous le nom de « Plan de Balcerowicz », et, en travaillant avec une rigueur et un zèle réels, mais sans collaborer avec le gouvernement, a réussi à l'imposer à la Pologne. Le Premier ministre de l'époque, Tadeusz Mazowiecki, espérait « trouver son Ludwig Erhard », le ministre du gouvernement de Konrad Adenauer qui a fait reconstruire l'économie allemande après la guerre et qui associait « le marché avec la sensibilité conservatrice » au sein de l'ordolibéralisme – économie sociale du marché<sup>11</sup>. Mais ce n'était pas la position représentée par Balcerowicz. Ce

---

10. *Ibid.*, p. 118.

11. Robert Krasowski, *Po południu. Upadek elit solidarnościowych po zdobyciu władzy* [Dans l'après-midi. La chute des élites de Solidarność après la prise du pouvoir],

dernier était issu de la tradition non seulement libérale, mais, dirait-on aujourd'hui, presque libertarienne. Il note par exemple :

La liberté est l'un des concepts centraux de la philosophie, des débats politiques et du langage ordinaire. C'est aussi une valeur largement acceptée : on pense que sa présence ou son élargissement vaut mieux que son manque ou son rétrécissement<sup>12</sup>.

Cette idée peut sembler évidente ou même banale, mais elle ne l'est pas au moment où elle devient le seul mot d'ordre ; et déclinable dans toutes ses versions, car un lien conceptuel nécessaire est créé entre la liberté tout court, la liberté d'expression et enfin la liberté économique :

La liberté d'expression est essentielle au développement de diverses formes de créativité humaine ; pour la recherche de la vérité et pour la communication entre les gens.

La liberté économique, qui s'exprime dans le capitalisme et dans le libre marché, permet l'émergence et le maintien de la liberté politique. La liberté économique est aussi une condition fondamentale pour le développement de l'économie, c'est-à-dire l'amélioration constante des conditions économiques de la vie humaine<sup>13</sup>.

Cette équivalence entre la liberté économique et l'amélioration des conditions de vie est devenue le mantra de la vie politique et économique du pays, même dans les cercles des anciens « communistes », donc des personnalités qui jouaient des rôles importants dans le système politique d'avant 1989. La sphère publique porte toujours les marques de ces idées. Par exemple, depuis 2010, au centre de Varsovie, le Forum du développement citoyen FOR, fondé en 2007 notamment par Leszek Balcerowicz, a installé un compteur de la dette publique.

---

Warszawa, Czerwone i Czarne, 2012, vol. 1.

12. Leszek Balcerowicz, *Wolność i rozwój: ekonomia wolnego rynku* [Liberté et développement : l'économie du marché libre], Kraków, Znak, 1995.

13. *Ibid.*

Celui-ci affiche la dette polonaise, considérée par Balcerowicz comme absolument indésirable, et illégitime du point de vue de la gouvernance.

La question de l'endettement public est une question clé et est redevenue centrale à l'époque de l'austérité : est-il nécessaire d'appliquer des mesures drastiques (des coupes budgétaires notamment dans les services publics) pour se défaire de la dette publique ? La réponse donnée par l'Europe après la crise de 2008 était positive et l'austérité a été appliquée dans de nombreux pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) depuis 2008. Les résultats de la stratégie de l'austérité n'ont pas été enthousiasmants, et les rapports récents (depuis au moins 2013) ont été très critiques. Pourtant, c'est bel et bien cette idée qui a fait partie du socle des changements économiques et politiques en Pologne au début des années 1990, et son application a été mise en œuvre sans que cela soit réellement discuté ou surveillé, comme cela a été fait dans les années 2008-2018 dans les pays de l'OCDE. En d'autres termes, ce qui dans le monde occidental constitue une proposition controversée et dont la mise en pratique est au moins regardée de près, a été introduit en Pologne à titre d'évidence quasiment indiscutable.

### **Pas d'alternative à la thérapie de choc ?**

En observant la diversité des systèmes économiques, Milton Friedman, libéral célèbre de l'École de Chicago, proposait deux stratégies de réforme, le gradualisme et la thérapie de choc. Le gradualisme convenait à ses yeux à des pays tels que les États-Unis, dont l'inflation n'était que de 6% par an. Ici, le retour vers la non-inflation devrait être graduel (zéro devant être atteint à l'échelle de 4 ou 5 ans).

Au Chili, qu'il observait alors de près à l'invitation du général Augusto Pinochet dont il fut conseiller, l'inflation était en revanche de 20% par mois. L'économie était très instable, et le pays n'avait que très peu de contrats de longue durée. Dans ce contexte, on devrait, selon Friedman, appliquer la thérapie de choc : ouverture du marché, libéralisation immédiate des prix et des taux de change et privatisation des entreprises publiques. Certains pays étaient entre-deux dans cette

catégorisation, notamment le Royaume-Uni. En argumentant en faveur de l'éligibilité de ce dernier à la thérapie de choc, donc notamment à des coupes des dépenses budgétaires, Friedman soulevait le danger d'augmenter le chômage. Ce dernier n'était toutefois pas réhibitoire, car avec ce chômage-là, il s'agit de « rendre les gens disponibles pour un emploi productif plutôt qu'un emploi non productif. La plupart de ces personnes seront absorbées [par le marché du travail] très rapidement »<sup>14</sup>.

De toute évidence, la thérapie de choc a été appliquée à l'Europe de l'Est. En Pologne, une partie des prédictions de Milton s'est réalisée : un chômage de masse. L'autre partie, toutefois, peinait à se mettre en marche : l'absorption des chômeurs par le marché du travail. En 2002, le chômage y a atteint 20%. La situation a, il est vrai, commencé à s'améliorer très rapidement, dès 2004, et le pays n'a presque pas ressenti les conséquences de la crise de 2008. Il est devenu le bon élève de l'Europe, et en 2018, le chômage ne concerne qu'environ 6% de la population active. Est-ce que cela peut être considéré comme un succès, certes un peu tardif, de la transformation économique réussie ? À l'arrivée du parti PiS (Droit et Justice) au pouvoir en 2005 (pour la première fois ; ils ont quitté le gouvernement avec des élections précipitées en 2007, pour revenir en 2015) ? Où devrait-on plutôt l'attribuer au départ de plus d'un million (voire deux millions) de Polonais au Royaume-Uni et en Irlande, quand ces deux pays ont décidé d'ouvrir leurs marchés du travail aux nouveaux Européens ? Ou enfin à l'arrivée des entreprises européennes qui délocalisent leur production en Pologne en particulier, où la protection sociale est tellement aléatoire que l'on peut aller assez loin pour baisser le coût de travail.

Mais n'en restons pas à la Pologne. Selon l'office statistique hongrois (KSH), entre 2010 et 2017, 173 000 Hongrois ont quitté leur pays. Le nombre de départs augmentant considérablement depuis l'arrivée de Victor Orban au pouvoir en 2010, pour se stabiliser autour de 2017, et ce chiffre est corrélé avec la baisse de chômage en Hongrie. En d'autres termes, la Hongrie vit, depuis l'arrivée d'Orban, ce que la Pologne a

---

14. Milton Friedman, *From Galbraith to Economic Freedom*, London, The Institute of Economic Affairs, 1977, p. 47.

vécu après 2004 : la baisse spectaculaire du chômage (si on se fie aux données d'Eurostat) qui, en surface, peut être attribuée aux politiques habiles de nouveaux partis, mais qui est accompagnée d'une augmentation considérable du nombre de personnes qui émigrent.

Déjà en 2001, dix ans après la transition, les observateurs n'étaient pas tous unanimes dans leur admiration du passage pacifique d'un régime économique à un autre en Europe de l'Est. L'Unicef a notamment publié un rapport soulignant que les deux objectifs principaux de la transition à savoir améliorer les standards de vie et construire des sociétés « humanistes et démocratiques » ont été négligés au profit de la croissance économique<sup>15</sup>. Pouvait-on procéder autrement ?

## Les regrets

La génération née à la fin des années 1970 et dans les années 1980 pose, depuis quelques années, des questions à celles qui l'ont précédée. Marcin Król (né en 1944), professeur des sciences politiques et intellectuel majeur de l'après 1989, a donné une tonalité nouvelle à ces échanges. Dans une conversation avec Grzegorz Sroczyński (né en 1974) publiée par *Gazeta Wyborcza* en 2014, Król a dressé un nouveau bilan de la transformation :

Król — Nous finirons misérablement si des gens raisonnables n'adoptent pas les idéaux universels - l'égalité et la fraternité.

Sroczyński — C'est nouveau, ça.

Król — Nouveau ? Ces mots sont bien anciens. « Liberté, égalité, fraternité ».

Sroczyński — Oui. C'est juste que, de cette triade, votre génération a choisi la liberté. « Les gens libres et entrepreneurs peuvent bien se

---

15. « The Report raises concerns that the two original goals of the transition – to improve the standard of living for everyone, and to build humane and democratic societies – have been neglected in the rush for economic growth », OFFICE OF RESEARCH - INNOCENTI, *A Decade of Transition. Regional Monitoring Report*, Florence, UNICEF, 2001.

débrouiller eux-mêmes, tant qu'on ne les dérange pas ».

Król — Nous avons été stupides<sup>16</sup>.

Le politologue et journaliste Sławomir Sierakowski (né en 1979) a posé le même type de questions à Adam Michnik (né en 1946) en 2017, dans le magazine de la jeune gauche, *Krytyka Polityczna*. Cette fois-ci, le contexte était différent : le PiS étant au pouvoir depuis 2015, l'atmosphère politique populiste est devenue difficilement supportable et encore plus difficilement compréhensible. Dans cette conversation, Sierakowski met en évidence les acquis sociaux réels dus au gouvernement de PiS, notamment son geste social principal devenu un symbole, l'allocation de 500 zlotys (env. 120 euros) par enfant par mois :

Sławomir Sierakowski —Je suis d'accord pour dire que le populisme prend de l'ampleur quel que soit le modèle économique, même aux Pays-Bas et en Scandinavie. Mais le PiS a fait quelque chose d'exceptionnel : il a proposé le plan « 500 zlotys » ou des médicaments gratuits pour les personnes âgées. Pourquoi les prédécesseurs de Kaczyński n'y ont pas pensé ?

Adam Michnik —Je me suis posé cette question, pourquoi les prédécesseurs n'ont pas trouvé de langage pour parler à ceux qui sont heureux aujourd'hui à cause de ces 500 zlotys supplémentaires, mais je n'ai pas trouvé de réponse. Il me semble que pour de nombreuses personnes, anciens dissidents, le fait de retrouver la liberté et la souveraineté et de rejoindre l'UE et l'OTAN, constituaient des valeurs tellement importantes qu'elles semblaient être partagées par tous avec la même conviction. C'était une erreur évidente.

Sierakowski —Mais que s'est-il passé encore plus tôt, que vous ayez été tous séduits par la liberté, et pas par l'égalité ? Pourtant, cette tendance existait dans *Solidarność*.

Michnik —À l'époque, c'était irréaliste. Les idées de Karol Modzelewski ou de Ryszard Bugaj, étaient inatteignables. Là, je parle de la période postérieure à 2000.

---

16. Marcin Król, « Byliśmy głupi » [Nous avons été stupides], *Gazeta Wyborcza, Magazyn Świąteczny*, 7 février 2014.



Sierakowski —Toi, comme beaucoup de ceux qui avaient quitté le train socialiste à l'arrêt « indépendance ». Immédiatement après 89, tu écrivais qu'il n'y a pas aujourd'hui de gauche ni de droite, seulement une société ouverte et fermée. C'était aussi un moyen d'exclure toute personne qui n'était pas d'accord avec toi : si j'appartiens à une société ouverte, alors mon adversaire se trouve automatiquement dans une société fermée<sup>17</sup>.

Sierakowski veut rétablir les divisions politiques entre la gauche et la droite de façon à pouvoir parler des choix politiques et économiques ouvertement, dans le contexte d'un affrontement démocratique ordinaire, et non pas comme s'il s'agissait d'une fatalité qui soit représentée précisément par le néolibéralisme.

## Révolution rêvée

Il ne peut y avoir qu'une révolution dans la vie d'une nation, « non pour des raisons métaphysiques de nécessité historique, mais pour une raison très terre à terre : chaque nation n'a qu'un Ancien Régime à éliminer et, une fois qu'elle l'a fait – ou qu'elle a tenté de le faire –, une ligne de partage historique millénaire est irrémédiablement franchie »<sup>18</sup>. En Pologne, les transformations majeures dont les conséquences pourraient être considérées comme équivalentes à celles d'une révolution, ont eu lieu dans les années 1939-1989, avec comme période clé les années 1939-1956, selon le philosophe Andrzej Leder, dans son livre publié par les éditions de *Krytyka Polityczna*. La révolution comprise comme un changement radical et à grande échelle des structures sociales, économiques, étatiques, culturelles, ne peut se produire qu'une fois. Et en Pologne, elle a été faite d'abord par les Allemands, ensuite par les Russes. Parfois, les choses ainsi faites correspondaient aux désirs profonds de certains Polonais, mais toujours ils eurent le sentiment de ne pas contrôler leur destin, dans un état d'assoupissement. Leder

---

17. Sławomir Sierakowski et Adam Michnik, « Michnik: Będę wydawał *Wyborczą* w podziemiu – rozmowa Sierakowskiego » [Michnik: Je vais publier *Gazeta Wyborcza* en clandestinité – conversation avec Sierakowski], *Krytyka Polityczna*, 2017.

18. Martin Malia, *Histoire des révolutions*, trad. de Laurent Bury, Paris, Tallandier, 2014.

suggère que cette révolution n'a pas été vécue comme telle, et sans doute : n'a pas été vécue consciemment :

Elle a été menée par les Autres, sans que les parties les plus substantielles (*podmiotowe*) du peuple (*naród*) aient pu s'identifier aux décisions, aux actions et à la responsabilité de ce qui s'est passé. En fin de compte, l'expérience de la révolution fut celle d'un cauchemar ; un rêve, dans lequel se réalisent les fantaisies et les peurs les plus inavouées et les plus horribles. Le rêve dans lequel cette réalisation est vécue de façon passive, sans la participation du sujet, comme si tout se passait par soi-même. Ce n'est pas moi qui ai signé l'acte de condamnation, ce ne sont pas mes yeux qui ont vu la mort, ce n'est pas ma bouche qui a prononcé les mots injurieux, ce n'est pas moi qui suis entré dans la maison qui n'est pas à moi... Tout cela s'est fait tout seul<sup>19</sup>.

Cette participation non consciente, car vécue comme dirigée par les autres, fait que les Polonais ont aussi de grandes difficultés à assumer leurs fautes historiques collectives, car ils n'ont pas l'impression d'en avoir été les auteurs.

Leder ajoute :

les révolutions, rompant avec l'ordre ancien, créent des espaces symboliques nouveaux qui leur sont propres, de nouvelles mythologies qui donnent forme à cette énergie amorphe. Ceci ne s'est toutefois pas produit en Pologne. La faiblesse de la fondation symbolique de l'ordre social nouvellement créé est l'un de ses problèmes majeurs aujourd'hui. Cette faiblesse résulte du fait que la révolution polonaise, réalisée par les mains des autres, a été vécue par la société polonaise comme dans un rêve<sup>20</sup>.

De fait, le moment clé pour un pays, celui d'une réflexion sur un projet étatique commun, ne s'est pas produit dans la modernité polonaise. Cette idée semble valide aussi bien pour la période 1939-1956

---

19. Andrzej Leder, *Prześlona rewolucja: ćwiczenie z logiki historycznej* [La révolution rêvée. Exercices de logique historique], Warszawa, Wydawnictwo Krytyki Politycznej, 2014, p. 17.

20. *Ibid.*, p. 33.

que pour la transformation économique de 1989, telle qu'elle a été décrite plus haut. Peu nombreux sont les éléments qui pourraient créer des points de référence communs :

En Pologne, le ressentiment n'a pas réussi à créer de langage politique. Oui, il se sert d'un langage funéraire, d'un langage de l'exclusion morale, et enfin d'un langage de la rétribution « restituant l'ordre moral », toutefois aucun d'entre eux ne parvient à créer d'espace de coexistence<sup>21</sup>.

Le PiS a récemment exploité ce vide symbolique associé à une réelle paupérisation des populations du sud et de l'est de la Pologne en particulier, où les zones d'exclusion sociale correspondent aux régions qui votent aujourd'hui pour ce parti.

## **Conclusion – les démocraties illibérales**

Ce vide symbolique, le sentiment d'aliénation et enfin de réelles blessures laissées par une transformation trop brutale contribuent à donner des éléments de réponse aux questions posées au début de ce texte. Le processus auquel certains Polonais participent aujourd'hui pourrait être qualifié de « déconstruction d'une "démocratie libérale d'importation" », perçue comme imposée par des élites pro-occidentales à une Pologne condamnée à demeurer en périphérie de l'Europe. Cette déconstruction est associée à la dénonciation de ce qui est alors qualifié de dérive mafieuse lors de la privatisation de grandes entreprises publiques dans les années 1990, de clientélisme ou de recours à l'informel dans les relations de pouvoir<sup>22</sup>. Certes, une partie de ces critiques est juste, mais la simplicité des solutions de PiS peut difficilement être considérée comme satisfaisante, notamment en vertu de ses problèmes structurels. Le premier, c'est la construction du champ politique de façon binaire, où il existe un camp de la vertu (PiS) et les traîtres. Le second problème découle naturellement du premier : c'est le

---

21. *Ibid.*, p. 37.

22. Cf. Jérôme Heurtaux, *La démocratie par le droit. Pologne 1989-2016*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017.

rejet de toute expertise politique ou économique qui viendrait de camps opposés.

Lors d'un débat organisé par le *think tank* américain *Council on Foreign Relations* le 18 avril 2018, Timothy Snyder, historien et spécialiste de l'Europe de l'Est, a été invité à s'interroger sur les raisons du tournant illibéral dans cette région – il s'agit de l'une des deux questions qui guident le présent texte, celle des raisons du tournant illibéral, en Pologne notamment. Il commença par suggérer que la démocratie américaine n'est pas non plus à la hauteur des standards de la démocratie telle que nous l'imaginons, et que le moment de la parfaite démocratie des grands pays n'a jamais existé, dans le contexte colonial très récent encore pour la France en particulier. Et il ajouta un point au sujet des pays de l'Est qui lui paraît essentiel :

L'inégalité de la richesse [...] fait qu'il est très difficile d'avoir une discussion démocratique. [...] Parce que si vous avez un milliard de dollars, la vérité ne vous suffit pas. Et si j'ai un dollar, la vérité, pour moi, c'est trop. Et sans communication, c'est très difficile d'avoir la démocratie<sup>23</sup>.

La démocratie ne peut donc pas se limiter à la liberté de choisir. Elle doit constitutivement remplir des conditions matérielles qui assureront son équilibre. La stabilité des institutions en est une, et la Pologne se trouve pour l'instant dans une situation assez privilégiée de ce point de vue, tant que la séparation des pouvoirs demeure. Elle doit toutefois être accompagnée par une distribution des richesses qui paraît juste aux yeux de la population concernée. Et tout comme il n'existe pas d'idéal de justice applicable à tous les pays, il n'existe pas non plus d'idéal de démocratie qui puisse l'être. Il s'agit là bien plus d'un effort constant de penser que la qualité des choix dans la démocratie, la qualité donc de la conscience, est en grande partie déterminée par la réalité sociale, comme disait l'autre<sup>24</sup>.

---

23. Timothy Snyder, Michael Abramowitz et Nicole M. Bibbins Sedaca, *The Rise of Illiberal Democracies*, <<https://www.cfr.org/event/rise-illiberal-democracies>> (consulté le 28/10/2018).

24. Karl Marx, *Contribution à la critique de l'économie politique*, trad. de. Laura Lafargue, Paris, V. Giard & E. Brière, 1909, p. 5.

## Bibliographie

Balcerowicz Leszek, *Wolność i rozwój: ekonomia wolnego rynku* [Liberté et développement : l'économie du marché libre], Kraków, Znak, 1995.

*A Decade of Transition. Regional Monitoring Report*, Office of Research - Innocenti, Florence, UNICEF, 2001.

Friedman Milton, *From Galbraith to Economic Freedom*, London, The Institute of Economic Affairs, 1977.

Heurtaux Jérôme, *La démocratie par le droit. Pologne 1989-2016*, Paris, Presses de Sciences Po, 2017.

Kirszenbaum Martha, « 1968 entre Varsovie et Paris : un cas de transfert culturel de contestation », *Histoire@Politique*, 2008, n° 6.

Krasowski Robert, *Po południu. Upadek elit solidarnościowych po zdobyciu władzy* [Dans l'après-midi. La chute des élites de Solidarność après la prise du pouvoir], vol. 1., Warszawa, Czerwone i Czarne, 2012.

Król Marcin, « Byliśmy głupi » [Nous avons été stupides], *Gazeta Wyborcza, Magazyn Świąteczny*, 7 février 2014.

Michnik Adam, « Dlaczego potrzebujemy Kościoła? Przed wizytą Papieża » [Pourquoi avons-nous besoin de l'Église ? Avant la visite du Pape], *Gazeta Wyborcza*, 1997.

Malia Martin, *Histoire des révolutions*, trad. de Laurent Bury, Paris, Tallandier, 2014.

Andrzej Leder, *Prześlona rewolucja: ćwiczenie z logiki historycznej* [La révolution rêvée. Exercices de logique historique], Warszawa, Wydawnictwo Krytyki Politycznej, 2014.

Marx Karl, *Contribution à la critique de l'économie politique*, trad. fr. Laura Lafargue, Paris, V. Giard & E. Brière, 1909.

Michnik Adam, *L'Église et la Gauche : Le dialogue polonais*, trad. de Agnès Slinimski et Constantin Jeleński, Paris, Seuil, 1979.

Modzelewski Karol, *Nous avons fait galoper l'histoire. Confessions d'un cavalier usé*, trad. de Elżbieta Salamaka, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2018.

Sachs Jeffrey D., *The End of Poverty: Economic Possibilities for Our Time*, New York, NY, Penguin Books, 2005.

Sierakowski Sławomir et Michnik Adam, « Michnik: Będę wydawał *Wyborczą* w podziemiu – rozmowa Sierakowskiego » [Michnik: Je vais publier *Gazeta Wyborcza* en clandestinité – conversation avec Sierakowski], *Krytyka Polityczna*, 2017.

Snyder Timothy, Abramowitz Michael et Bibbins Sedaca Nicole M., *The Rise of Illiberal Democracies*, <<https://www.cfr.org/event/rise-illiberal-democracies>> (consulté le 28/10/2018).

Zakaria Fareed, *L'avenir de la liberté : la démocratie illibérale aux États-Unis et dans le monde*, trad. fr. Daniel Roche, Paris, Éditions Odile Jacob, 2003.

# LA POLOGNE À L'HEURE DU NÉOLIBÉRALISME :

## ENTRE RÉSIGNATION ET RÉSISTANCE

L'année 1989 marque la fin du « socialisme réel » en Pologne et dans la plupart des pays d'Europe centrale, ainsi que le début de leur mutation capitaliste.

Les articles réunis dans ce volume, fruit d'une journée d'étude organisée à Nancy, le 10 avril 2018 par le Centre de recherche sur les cultures et littératures européennes (CERCLE – EA 4372) portent sur le modèle néolibéral, qui a été adopté en Pologne après 1989. L'étude de textes économiques, journalistiques, mais aussi littéraires et philosophiques amène les auteurs à réfléchir non seulement sur les choix économiques effectués après la chute du communisme en Pologne, mais encore à analyser leurs conséquences et à formuler les propositions qui visent à faire évoluer la situation sociale du pays qui fait partie de l'Union européenne en crise.

Les chercheurs français et polonais représentent des approches et des opinions différentes ce qui augmente, d'ailleurs, l'intérêt de l'ouvrage dont le but est de poursuivre le dialogue entamé depuis longtemps dans les pays ex-communistes sur le néolibéralisme, la mondialisation et leurs limites.



UNIVERSITÉ  
DE LORRAINE



ISBN : 978-2-8143-0542-7

Prix : 13 €